

Introduction générale *Des querelles de clocher* *aux clochers d'une querelle*

Les textes qu'on pourra lire dans les pages qui suivent traitent de périodes et de terrains divers, selon des problématiques complémentaires les unes des autres mais néanmoins variées ¹. Au-delà de cette diversité, on voudrait indiquer dans cette brève introduction ce qu'il y a de commun dans la perspective de ces travaux ², ou en tout cas de donner les éléments qui en permettent une lecture unifiée.

En France, les enjeux situés localement sont fréquemment réduits à des « querelles de clocher », résultats des tropismes de l'attachement à un territoire, ou à des affaires « clochermerlesques », liées à l'entêtement et l'étroussure de vue de personnages ridicules. Le terrain culturel n'échappe pas, loin de là, à cette vision des affaires locales. Quelques satires humoristiques en ont fait leur miel : la nouvelle d'Honoré de Balzac intitulée *La muse du département*, la pièce de Max Jacob, *L'affaire du terrain Bouchaballe* ou, plus récemment, le film d'Éric Rohmer, *L'arbre, le maire et la médiathèque*. C'est qu'au-delà même d'éventuels fondements objectifs, cette vision s'inscrit dans les relations établies au sein du champ culturel, et entre le champ culturel et d'autres univers sociaux. Dans ces relations s'élabore en effet une galerie de portraits, bien faite pour entretenir la représentation clochermerlesque : on y trouve l'artiste qui se fait régionaliste faute d'une intégration réussie dans les circuits légitimes de consécration, le bourgeois de province tel qu'il est pourfendu par les artistes de la fin du siècle dernier, ou encore l' élu local « incompétent » auquel les experts de l'administra-

1. Toutes les communications présentées lors des séances de travail n'ont pas pu être rassemblées dans ce recueil. Qu'Anne-Marie Bertrand, Françoise Talliano-des Garets et Laurence Tarin soient remerciées pour leurs contributions.

2. Les bases de cette perspective commune ont été présentées dans Vincent Dubois, *Institutions et politiques culturelles locales : éléments pour une recherche socio-historique*, Paris, La Documentation française - Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1996. Ces travaux font suite à Philippe Poirrier, Sylvie Rab, Serge Rencau, Loïc Vadelorge (dir.), *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, La Documentation française - Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1995.

tion centrale viennent porter la bonne parole culturelle. Dans ces relations s'élabore et se reproduit également un ensemble de jugements négatifs et de craintes qui, pour fondés qu'ils puissent parfois être, concourent par leur répétition à l'édification du mythe d'un « local » anti-culturel. Marqué par la médiocrité d'une vie culturelle faible, le « local » au sens de province serait la source de dangers pour la liberté des artistes. Des intérêts – *locaux*, précisément, ceux entre autres des élus et de leur clientèle – surdétermineraient le traitement des choses de la culture selon des logiques qui n'ont rien de culturel.

Des querelles de clocher, des histoires clochermerlesques : telle n'est pas la manière de traiter les affaires locales retenue ici. Non que par une simple inversion du stigmaté, l'on décide d'accorder une dignité à des histoires auxquelles elle est souvent déniée, mais plutôt pour proposer d'appréhender le « local » d'une autre manière. Retourner la formule des querelles de clocher pour parler des clochers d'une querelle, c'est dire que les terrains locaux sont envisagés ici comme des sites utiles à la restitution de problèmes plus généraux. Le problème central traité ici – la « querelle » – est en l'occurrence celui de la formation historique de l'intervention publique en faveur de la culture.

Plusieurs séries de raisons appellent une analyse localisée de ce problème ; à l'étude des « clochers » de cette « querelle ». Des raisons structurelles, tout d'abord, désormais bien mises en évidence par de nombreux travaux. Les politiques culturelles sont en effet loin de passer prioritairement par l'élaboration de grandes législations nationales : elles prennent plutôt pour vecteur privilégié des institutions le plus souvent matérialisées par un bâtiment (ces « équipements culturels » que sont théâtre, bibliothèque, musée, maison de la culture...). Même si elles sont impulsées au niveau central, les politiques de la culture sont donc nécessairement localisées au sens où elles passent par un lieu. Il y a ensuite des raisons historiques à l'ancrage local des politiques culturelles. Philippe Urfalino, entre autres, a bien montré que l'idée selon laquelle les politiques culturelles se seraient développées d'un centre rayonnant vers une périphérie frileuse et peu à peu conquise par les « missionnaires » du ministère tient davantage de la « légende dorée » d'une histoire officielle que de l'observation rigoureuse. L'investissement des élus locaux pour les « beaux-arts » est ancien (*cf.* par exemple les textes de L. Vadelorge et M. Roselli) ; au début de la III^e République peut-être même est-il plus important, plus structuré et plus continu que celui du gouvernement central. Par ailleurs, le fait que les questions

culturelles aient partie liée avec la production des identités collectives les constitue en un enjeu fort des rapports entre local et national (cf. les textes de P.-Y. Saunier et Ph. Veitl). L'oublier en ne prêtant pas attention aux innovations, coopérations et autres « résistances » établies au plan local conduirait à une vision tronquée de la formation historique de l'intervention publique pour la culture.

Refuser le mépris comme la sacralisation du local et poser à des terrains locaux des questions qui ne s'y cantonnent pas, ce n'est pas pour autant oublier la spécificité de ces terrains ni diluer ce que peut être l'objet « local ». D'abord, les textes réunis ici sont fondés sur des travaux empiriques dont le niveau de détail permet la restitution des éléments les plus précis. Ensuite, ne pas faire du « local » un objet en soi n'empêche pas, loin s'en faut, d'étudier les conditions historiques de son objectivation. Du fait des investissements que consentent les acteurs historiques dans sa production – et qui utilisent fréquemment la culture comme vecteur –, le local n'est en effet jamais un simple terrain. On peut dès lors prendre pour objet la manière dont le traitement des affaires culturelles participe de la construction historique du local : c'est notamment ce que font P.-Y. Saunier et Ph. Veitl, en revenant sur la production du localisme et des identités locales.

La formation historique de l'intervention publique pour la culture : ce problème central est lui-même un prisme pour poser d'autres questions, dont ce recueil ne donne que quelques exemples. Outre le rapport local-national ou la genèse des institutions culturelles publiques on en indiquera trois, entre autres possibles. Il s'agit tout d'abord des mobilisations collectives qui prennent la culture pour enjeu. Celles qui s'opèrent, en France et ailleurs, dans le courant et surtout à la fin des années soixante ont pour particularité d'être fortement ancrées localement. C'est que, comme l'indiquent C. Dubois pour le théâtre du Huitième arrondissement de Lyon ou P. Laborier à propos de la *Sozio-kultur* en RFA, ces mobilisations s'intègrent dans des mouvements plus généraux qui, de la « montée des classes moyennes » aux différentes tentatives de « faire de la politique autrement », ont, par-delà leur diversité, pour point commun d'engager des agents sociaux prédisposés à l'investissement local. C'est le cas de ces individus qui, devant leur ascension sociale récente à l'obtention de diplômes, tentent de la reproduire par un investissement culturel pensé comme une voie d'émancipation sociale, et qui transposent aux questions culturelles les valeurs de « convivialité » et de « proximité » dont ils sont porteurs ; c'est

le cas également de ces activistes qui, alliant militantisme politique et artistique, cherchent dans les villes et les banlieues la rencontre avec la « base » au nom de laquelle ils entendent parler et agir.

Est ainsi posée la question de la place du politique dans l'action culturelle et, partant, celle qu'y occupent les élus locaux. Les différentes contributions réunies dans cet ouvrage démontrent les limites d'une interprétation volontariste de l'action publique dans ce domaine. Les élus sont, comme le montre L. Vadelorge, souvent porteurs de « compromis culturels » élaborés en grande partie sans eux ; ils sont amenés à gérer des institutions à la définition desquelles ils n'ont que très partiellement participé ; le cas du théâtre du Huitième étudié par C. Dubois est à cet égard exemplaire. Cette place, somme toute limitée, dont l'importance a été fortement relativisée dans la thèse dite du « jeu du catalogue », n'a pas été renforcée, bien loin de là, par l'institutionnalisation des politiques culturelles locales qui, comme le montrent entre autres V. Dubois et Y. Barthe, a pu au contraire conduire à une mise à l'écart du politique. On ne saurait pour autant en conclure à des politiques élaborées sans élus. Ces derniers ont de fait pu, dans certaines conditions particulières, participer à la formulation de références et de normes d'action largement diffusées : au sein des Rencontres d'Avignon étudiées par Ph. Poirrier, ou dans ces cercles mêlant en RFA militants, artistes et élus qu'analyse P. Laborier.

C'est aussi le problème de la place du politique qui se trouve posée, fût-ce en négatif, dans la formation des professions culturelles. Celle-ci se joue en partie, en France, par l'imposition progressive d'un modèle nationalement constitué et codifié (dans des diplômes, des statuts), contre les positions intermédiaires des érudits, bénévoles ou militants locaux. Mais tout n'est pas toujours aussi simple. D'abord parce que, comme le montre O. Tacheau, les acteurs locaux peuvent être porteurs de définitions concurrentes de la profession et ne pas seulement « résister » à la professionnalisation. Ensuite parce que les politiques locales peuvent fournir des ressources aux professionnels en cours de légitimation, comme le montrent F. Matonti et B. Lambert à propos des relations entre metteurs en scène et municipalités communistes. Enfin parce que la professionnalisation est un processus jamais achevé, comme l'expliquent à leur manière I. Charpentier pour les bibliothécaires, Y. Barthe et V. Dubois pour les administrateurs culturels.

Il y a, on le voit, plusieurs manières de lire ce recueil. Le regroupement des textes en quatre parties en propose une lecture parmi de multiples autres possibles. Celui-ci ne procède pas d'un découpage chronologique, ni sectoriel et encore moins géographique. Il correspond davantage à une tentative de poser des questions révélées par la confrontation d'éclairages empiriques et problématiques différents.

Ainsi, c'est à partir de deux points de vue complémentaires que la première partie suggère des pistes pour l'analyse des rapports local-national. Les textes de P.-Y. Saunier et Ph. Veitl reviennent sur la question de la formation des identités locales par le biais de l'investissement culturel des élus sous la III^e République. Ils montrent que ce localisme n'est pas, loin s'en faut, opposable mécaniquement à ce qui ressortirait du national, mais qu'il participe en fait à l'enracinement de la citoyenneté par le jeu de l'emboîtement des appartenances. Dans une chronologie plus contemporaine, les textes d'A. Purenne et M. de Lassalle montrent, le premier à partir d'une procédure – les conventions de développement culturel – le second à partir d'une politique sectorielle – la lecture publique – que la coopération et/ou les concurrences entre administrations centrales et collectivités locales, si elles aboutissent le plus souvent au succès des principes d'action portés par les instances nationales, interdisent de voir dans les politiques culturelles le résultat d'une pure et simple imposition du « haut » vers le « bas ».

La seconde partie, quant à elle, montre comment des processus et des controverses de portée générale (la création d'institutions, la formation de groupements professionnels, la reconnaissance de la qualité de professionnel) se jouent en partie localement. C'est à partir du cas de la lecture publique que M. Roselli, O. Tacheau et I. Charpentier illustrent cette localisation des controverses culturelles, respectivement à la fin XIX^e, dans l'entre-deux-guerres et dans les années 1980-1990.

Comme le suggère le texte d'I. Charpentier, même à l'issue d'un important processus de professionnalisation, le traitement public de la culture ne se joue pas seulement dans le cercle étroit des professionnels : c'est ce que développe la troisième partie. Ceux à qui ce statut est dénié et bien évidemment les élus locaux sont partie prenante de l'espace des relations dans lesquelles s'élabore ce traitement public. L. Vadelorge montre ainsi comment, au sein de l'élite culturelle locale traditionnelle issue du XIX^e siècle, développée autant que concurrencée par les professionnels qui s'affirment comme tels entre les deux guerres,

se nouent des compromis et finalement s'impose un consensus qui pèse durablement sur l'intervention municipale à Rouen. Ph. Poirrier revient, quant à lui, sur l'un des principaux « laboratoires » de la formalisation des politiques culturelles locales au début des années soixante, où se retrouvent élus, animateurs et experts. Ce laboratoire que constituent les Rencontres d'Avignon, en plus de sa vocation affichée de lieu de « confrontation d'idées et d'expériences », contribue à la désignation comme « modèles » de cas qui se sont imposés comme « pionniers » des politiques culturelles locales et plus précisément municipales en France. Si les Rencontres sont un lieu de collaboration entre élus locaux et acteurs culturels, on sait qu'elles ont aussi été pour ces derniers le lieu de la revendication de l'indépendance et même du « pouvoir » pour reprendre le fameux mot de Planchon. En analysant la formation tumultueuse du théâtre du Huitième arrondissement de Lyon, C. Dubois donne à voir un bel exemple de ces revendications culturelles, qui donnent lieu à la fin des années soixante à de véritables mobilisations collectives, quand s'affirme pour un temps un « contre-pouvoir culturel » face aux notables locaux. À partir du cas allemand et de la question particulière de la *Sozialkultur* – cette forme intermédiaire entre le « socioculturel » français et la « contre-culture » – P. Laborier analyse le passage d'un militantisme politique radical à une forme imprécise mais néanmoins institutionnalisée de l'action des pouvoirs publics. Elle ouvre ainsi la voie non seulement à une comparaison des formes nationalement constituées de l'intervention publique pour la culture, mais aussi à la prise en compte des logiques proprement politiques des politiques culturelles.

Cette dimension politique, au sens partisan du terme, fait l'objet de la dernière partie. Celle-ci regroupe trois contributions qui éclairent le rôle particulier joué en France par le Parti communiste dans la formation des politiques culturelles locales, et plus généralement dans la vie culturelle. Dans une continuité critique par rapport aux travaux de sociologie historique mettant en évidence les processus d'autonomisation des espaces de production et de diffusion culturelles peu à peu constitués en champs spécifiques, B. Lambert et F. Matonti révèlent « l'affinité élective » entre élus communistes et metteurs en scène. Les usages réciproques du théâtre et de la politique rendus possibles par une croyance commune – mais selon des logiques différentes – dans le théâtre populaire ont permis des légitimations croisées des élus communistes et des metteurs en scène. De fait, en plus d'un usage politique

du théâtre, l'investissement théâtral du PCF a également servi la légitimation d'une profession en quête de consécration. La rupture avec le jdanovisme, marquée symboliquement par le comité central d'Argenteuil en 1966, a été d'autant plus facile qu'il n'y avait jamais eu de véritable théâtre jdanovien en France. Cette rupture avec les croyances et les références anciennes ne s'est pas toujours faite aussi facilement. Les textes de V. Dubois et Y. Barthe éclairent ainsi les conditions souvent douloureuses de l'institutionnalisation des politiques culturelles dans les municipalités communistes. Ce faisant, ils éclairent à la fois la difficile restructuration d'une identité communiste et les mécanismes généralement observables de relégation des anciennes formes militantes du rapport au peuple dans les politiques culturelles.

Vincent Dubois